

MAIRIE
DE
POLLIONNAY
69290

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES ARRETES DU MAIRE**

N° 2026/231

Téléphone : 04-78-48-12-09

OBJET : Autorisation de voirie Chemin du Labbé

Le Maire de la Commune de Pollionnay,

Vu les articles L.2211-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et en particulier les articles R.411-1 et suivants,

Vu la signalisation temporaire conforme à l'Instruction Interministérielle (Livre I – 8^{ème} partie) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992,

*Vu la demande de l'entreprise La jardinière espaces verts 264 Rue des Fanges 69590 Saint Symphorien sur Coise - ☎ : (06.73.57.17.53). **Considérant qu'il faut permettre les travaux de coulage de béton au 161 Chemin du Labbé.***

***Considérant** qu'il y a donc lieu de réglementer la circulation des véhicules afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic,*

ARRETE

Article 1 : *L'entreprise La jardinière Espaces Verts est autorisée à faire des travaux de coulage de béton au 161 Chemin du Labbé, la rue sera barrée au droit du numéro 161 le temps que le camion toupie décharge son contenu dans la propriété le mercredi 30 septembre de 07h30 à 13h00. L'accès des riverains se fera soit par l'Avenue Notre Dame de Lorette, soit par le Chemin de la Poizatière.*

Si les travaux ne sont pas achevés à la date prévue, le pétitionnaire demandera une prolongation de l'arrêté municipal.

Article 2 : La signalisation sera mise en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Elle devra être continuellement adaptée à la configuration et au mode d'exploitation du chantier.

Article 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tout accident ou incident pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui est accordée.

Article 4 : Tous agents de la force publique, chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'application du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché aux abords immédiats du chantier et peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 6 : Copie du présent arrêté seront adressées à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Vaugneray.

Fait à Pollionnay, le 24 septembre 2026

L'Adjoint délégué à la Sécurité
Loïc BARBERAT



Arrêté N° 2026/231